

DEPARTEMENT DU  
LOIRET  
ARROND. DE  
MONTARGIS  
CANTON ET COMMUNE  
DE  
CHALETTE SUR LOING

REPUBLIQUE FRANCAISE

Extrait du Registre des

DELIBERATIONS  
DU CONSEIL MUNICIPAL

DATE DE CONVOCATION : 23 avril 2025

DATE DE PUBLICATION : 30 avril 2025

*L'an deux mille vingt-cinq, le vingt-neuf avril, à 18 h 00, les membres du Conseil municipal se sont réunis en séance publique dans la salle ordinaire des séances, sur convocation adressée par le Maire conformément aux articles L 2121-10 et L 2121-12 du code général des collectivités territoriales.*

**ETAIENT PRESENTS :** M. DEMAUMONT – Mme HEUGUES – M. RAMBAUD - Mme PHESOR - M. ÖZTÜRK – Mme PASCAUD – M. MALGHI - Mme BRANDON – M. KHALID - Mme RASAMOELY – M. BARAY - Mme MANAI-AHMADI - Mme SOW – Mme PATUREAU - M. RENOUF – Mme TORRES - M. JOLIVET – M. CHRISTODOULOU - Mme LAMA – Mme PERIERS – M. GUEDJ - Mme DURAND – Mme LOISEAU

**ABSENTS ET EXCUSES AYANT DONNE POUVOIR RESPECTIVEMENT :**

- M. BA à M. RAMBAUD
- Mme HENRY à M. KHALID
- M. FAURE à Mme PERIERS
- M. BALABAN à M. JOLIVET
- Mme PRIEUX à Mme LAMA

**ABSENTS ET EXCUSÉS :**

- Mme BAYRAM
- Mme CAYOUX
- M. OREN
- M. TAVARES
- M. TOUANE

**SECRETAIRE DE SEANCE :**

- Mme TORRES

**OBJET :**  
**Création d'un emploi dans le cadre de Parcours Emplois Compétences**

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

045-214500688-20250506-DEL\_2025\_2104-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 06/05/2025

## CHALETTE SUR LOING Conseil Municipal du 29 avril 2025

**OBJET :**  
**Création de deux emplois dans le cadre de Parcours Emplois Compétences**

**Directeur de secteur :** Laurence SURIEU

**Service :** Direction des Ressources Humaines

**Affaire suivie par :** Ilda DE FERRAN

**Mme Heugues :** Le dispositif du parcours emploi compétences a pour objet l'insertion professionnelle des personnes sans emploi rencontrant des difficultés particulières d'accès à l'emploi.

La mise en œuvre du parcours emploi compétences repose sur le triptyque emploi-formation-accompagnement : un emploi permettant de développer des compétences transférables, un accès facilité à la formation et un accompagnement tout au long du parcours tant par l'employeur que par le service public de l'emploi, avec pour objectif l'inclusion durable dans l'emploi des personnes les plus éloignées du marché du travail.

Ce type de contrat est aidé par l'Etat à raison de 30 % du SMIC brut par heure travaillée pour une durée de 20 heures hebdomadaires (voire 35% pour les demandeurs d'emploi résidant dans les Quartiers prioritaires de la Politique de la Ville). Aussi, les heures effectuées au-delà n'ouvrent pas droit à une aide.

Les personnes sont recrutées dans le cadre d'un contrat de travail de droit privé. Ce contrat bénéficie des exonérations de charges appliquées aux contrats d'accompagnement dans l'emploi.

Dans ce cadre, il est proposé de créer les postes suivants :

- 1 agent d'entretien des salles et restauration scolaire à raison de 20 heures hebdomadaires,
- 1 agent de propreté urbaine à temps complet.

Ces contrats, d'une durée initiale de 6 mois pourront être renouvelés 6 mois, sous réserve du renouvellement préalable des conventions passées entre l'employeur et France Travail.

### LE CONSEIL MUNICIPAL,

**VU** la loi n° 2008-1249 du 01/12/2008 généralisant le revenu de solidarité active et renforçant les politiques d'insertion,

**VU** le décret n° 2009-1442 du 25/11/2009 relatif au Contrat Unique d'Insertion – Contrat d'Accompagnement dans l'Emploi,

### Après en avoir délibéré,

**APPROUVE** la création d' 1 poste d'agent d'entretien des salles et restauration scolaire à raison de 20 heures hebdomadaires et d'1 poste d'agent de propreté urbaine à temps complet dans le cadre du dispositif « Parcours Emploi Compétences »,

**PRECISE** que les contrats afférents seront d'une durée initiale de 6 mois renouvelable 6 mois, après renouvellement des conventions.

**PRECISE** que des heures complémentaires peuvent être effectuées en cas de nécessité,

**INDIQUE** que la rémunération sera fixée sur la base minimale du SMIC horaire multiplié par le nombre d'heures de travail,

**AUTORISE** Monsieur le Maire, et son suppléant en cas d'empêchement, à mettre en œuvre l'ensemble des démarches nécessaires avec France Travail pour ce recrutement, et à signer les conventions tripartites avec France Travail ainsi que les contrats de travail et leur renouvellement éventuel.

**PRECISE** que les crédits nécessaires sont inscrits au budget,

Nombre de membres en exercice	33	
Nombre de membres présents ou représentés	28	
Votes pour	28	
Votes contre	0	
Abstentions	0	

*Le Maire, soussigné,*

*\* certifie que la convocation du CONSEIL MUNICIPAL  
et le compte-rendu de la présente délibération ont  
été affichés conformément aux articles L 2121.10 et L 2121.12  
du CGCT,*

*\* certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet  
acte à compter du*

*\* informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours  
devant le Tribunal Administratif dans un délais de 2 mois à compter de  
la date de sa publication.*

.....

Pour extrait certifié, conforme,  
Le Maire,  
Franck DEMAUMONT

POUR LE MAIRE EMPECHÉ  
LA 1<sup>ère</sup> ADJOINTE

Mme Marie-Madeleine HEUGUES



2025-05-06 14:00

Accusé de réception